

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale: Nièvre / Yonne		Subdivision S3
<p>Nom de l'inspecteur : Joanne DESREUMAUX Nom de l'accompagnateur : Sébastien RYCHTER Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 12 février 2015 Date de l'inspection : 03 mars 2015 Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle</p> <p>Motif de la planification : Programme annuel des inspections de l'Yonne</p>		
<p>Société : KNAUF ISBA Commune : AUXERRE Activité : Fabrication de hourdis en polystyrène expansé et de panneaux en polyuréthane</p>		<p>Régime de classement : A Priorité : A enjeux</p>
<p>Liste des installations inspectées : Ensemble du site</p> <p>Thèmes : modifications des installations, eau, rejets atmosphériques, bruit.</p> <p>Référentiel de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 janvier 2004 ;- arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2013.		
<p>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- M. Bruno WENDLING : directeur d'établissement- M. Benoît ZUMBIEHL : responsable de production- M. Pascal COLLEN : responsable QHSE		
<p>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</p> <p>L'ensemble des constatations figure dans le tableau des constats.</p> <p>Les non-conformités relevées sont les suivantes :</p> <p><u>Eau</u></p> <p>L'exploitant n'effectue pas un relevé bi-mensuel du compteur d'eau (article 11.1).</p> <p><u>Rejets atmosphériques</u></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un registre reprenant l'ensemble des informations demandées à l'article 20.1.</p>		

Suites envisagées :

- Lettre à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite :

- Tableau des constats
- Lettre à l'exploitant

Dijon, le 10 mars 2015

Rédacteur :

L'inspecteur de l'environnement



Joanne DESREUMAUX

Vérificateur et Approbateur:

Le chef de l'unité territoriale Nièvre / Yonne



Philippe WATTIAU

KNAUF ISBA à AUXERRE
VISITE D'INSPECTION DU 3 MARS 2015
TABLEAU DE CONSTATATIONS

Textes réglementaires de référence :

- *arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 janvier 2004 ;*
- *arrêté préfectoral complémentaire du 1er juillet 2013.*

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 janvier 2004 modifié

Article	Exigence à vérifier	Nature du constat	Commentaire
Modifications des installations			
45	Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977.	Observation	L'exploitant a déposé en juillet 2014, un dossier relatif à la mise en place d'une deuxième ligne de fabrication de panneaux de polyuréthane. Ce projet constitue une modification substantielle des conditions d'exploitation. L'exploitant a prévu de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter en juillet 2015 intégrant une mise à jour de l'ensemble des éléments du dossier initial.
Eau			
11.1	<u>Limitation des consommations d'eau</u> Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés bi-mensuellement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant recherche par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement. La réfrigération en circuits ouverts est interdite.	Non-conformité	L'exploitant n'effectue pas un relevé bi-mensuel du compteur d'eau (relevé mensuel).

11.2.a	<u>Réseaux de prélèvements</u> Les ouvrages de raccordement sur le réseau public (ou sur un forage en nappe) doivent être équipés d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.	Remarque	L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un clapet anti-retour. L'inspecteur des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité de procéder à une vérification annuelle du bon fonctionnement de ce dispositif.												
11.3	<u>Points de rejet</u> <u>Identification</u> Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 2. Ils sont définis comme suit : <table><tr><td>Désignation du rejet</td><td>Nature des eaux ou des effluents</td><td>Désignation du milieu récepteur</td></tr><tr><td>R1</td><td>ED</td><td>Réseau communal d'eaux usées</td></tr><tr><td>R2</td><td>EP EU</td><td>Ru de Quenne</td></tr><tr><td>R3</td><td>EP</td><td>Bassin tampon puis relevage vers R2</td></tr></table>	Désignation du rejet	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur	R1	ED	Réseau communal d'eaux usées	R2	EP EU	Ru de Quenne	R3	EP	Bassin tampon puis relevage vers R2	Prescription à adapter	Suite aux différents travaux réalisés sur le site en 2014 (extension du stockage de produits de produits finis), des modifications des points de rejet d'eaux ont été réalisées : <ul style="list-style-type: none">le point de rejet R2 a disparu ;l'ensemble des eaux pluviales sont collectées et rejetées en un point situé à proximité de l'entrée du site et du point de rejet R1. Le milieu récepteur reste le « Ru de Quenne ».
Désignation du rejet	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur													
R1	ED	Réseau communal d'eaux usées													
R2	EP EU	Ru de Quenne													
R3	EP	Bassin tampon puis relevage vers R2													
13.1	<u>Eaux domestiques et eaux vannes (ED)</u> Elles doivent être raccordées au réseau public d'assainissement.	Remarque	L'inspecteur des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité de disposer d'une autorisation de rejets dans la station d'épuration communale.												
14.2	<u>Consommation</u> La consommation doit être limitée en volume à 4000 m³/an.	Absence de remarque	La consommation d'eau pour l'année 2014 s'élève à 3 809 m³.												
14.3	<u>Rejets</u> Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes : Pour le rejet R2	Observation	Le point de rejet R2 a disparu. Une analyse au niveau des deux points de rejet actuels du site sera réalisée par l'exploitant au cours du premier semestre 2015. Les résultats seront présentés dans le dossier à venir (juillet 2015).												

	Paramètres	Valeurs limites	Fréquence d'analyse																				
	pH	> 6 et < 8,5	Tous les 2 ans																				
	température	< 30°C																					
	DCO	40 mg/l																					
	MES	15 mg/l																					
	Hydrocarbures totaux	5 mg/l																					
16	<u>Enregistrement</u> Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards et avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension.			Remarque	<p>Le plan des réseaux est datée du 22 octobre 2014.</p> <p>Sur ce plan, 5 débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures ont été identifiés.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspecteur des installations classées s'est interrogé sur l'existence effective de ces cinq dispositifs. Ce point est à clarifier par l'exploitant.</p>																		
Rejets atmosphériques																							
17.2	<u>Points de rejets</u> Les points de rejets canalisés des installations reprises ci-après doivent avoir les caractéristiques suivantes : <table><tr><th>Identification du rejet</th><th>Installation</th><th>Débit d'air (m³/h)</th></tr><tr><td>A1</td><td>Ligne PU : plan de coulée</td><td>9000</td></tr><tr><td>A2</td><td>Ligne PU : tapis conformeur</td><td>5200</td></tr><tr><td>A3</td><td>chaudière</td><td>-</td></tr><tr><td>A4</td><td>Ligne PSE : poste de pré-expansion</td><td>-</td></tr><tr><td>A5</td><td>Complexage des hourdis</td><td>-</td></tr></table>			Identification du rejet	Installation	Débit d'air (m³/h)	A1	Ligne PU : plan de coulée	9000	A2	Ligne PU : tapis conformeur	5200	A3	chaudière	-	A4	Ligne PSE : poste de pré-expansion	-	A5	Complexage des hourdis	-	Prescription à adapter	<p>Le point de rejet A5 a été supprimé.</p> <p>Par ailleurs, d'autres points de rejets ont été (ou seront à terme) créés (extraction puis passage sur filtres à manche de l'air de l'atelier de production).</p>
Identification du rejet	Installation	Débit d'air (m³/h)																					
A1	Ligne PU : plan de coulée	9000																					
A2	Ligne PU : tapis conformeur	5200																					
A3	chaudière	-																					
A4	Ligne PSE : poste de pré-expansion	-																					
A5	Complexage des hourdis	-																					
19.5	<u>Schéma de maîtrise des émissions</u> Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies aux articles 19.3 et 19.4 ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.			Absence de remarque	<p>De l'analyse du schéma de maîtrise des émissions élaboré sur la base des données disponibles en 2013, il ressort que les émissions de COV de la ligne PU et du complexage des hourdis sont de 6 688 kg pour l'année 2013 (émission annuelle cible de 7 216 kg).</p>																		

	Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.		
20.1	<p><u>Ligne PSE</u></p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un registre sur lequel sont notées les quantités mensuelles de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • billes de polystyrène qui sont expansés (en kg), • matériaux régénérés dans le process (en kg), • COV (pentane) émis à l'atmosphère (en kg) par l'ensemble du process. 	Non-conformité	L'exploitant ne dispose pas d'un registre reprenant l'ensemble des informations demandées.
20.3	<p><u>Bilan COV</u></p> <p>L'exploitant est tenu d'établir annuellement un bilan de ses émissions de COV.</p> <p>Ce bilan fait apparaître, pour chaque année civile, les quantités de COV (en kg/an) pour la ligne PU, la ligne PSE et le complexage des hourdis.</p> <p>Le bilan de l'année (N) doit être transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année (N+1).</p> <p>Si les émissions de COV dépassent le seuil de 100 t/an, l'exploitant est tenu de se conformer à l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation.</p>	Remarque	<p>L'exploitant considère que la déclaration GEREPE répond à cette prescription.</p> <p>De l'analyse de l'inspecteur des installations classées, il ressort que les émissions de COV déclarées dans l'application GEREPE reprennent uniquement les émissions de COV de la ligne PSE.</p> <p>Ce point est à clarifier par l'exploitant.</p>
Bruit			
22.2	<p><u>Niveaux acoustiques admissibles</u></p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :</p>	Remarque	<p>La dernière campagne a été réalisée le 7 janvier 2015.</p> <p>Compte tenu des évolutions du site (extension du bâtiment permettant d'augmenter la capacité de stockage des produits finis), les points de mesure ont évolué en conséquence et ne correspondent plus à ceux repris à l'article 22.2.</p> <p>Cependant, il ressort que le niveau de bruit mesuré au niveau du point n°2 (situé à proximité du point n°3 visé à l'article 22.2), en période nocturne, soit 53 dB (A) est</p>

Zones concernées, limite de propriété	Niveau limite en dB (A)		<p>supérieur à la valeur limite fixée à 50 dB (A).</p> <p>Par ailleurs, l'émergence mesurée, en période nocturne, soit 3,5 dB (A) dépasse la valeur admissible dans la zone à émergence réglementée située au niveau du point n°5 (qui ne correspond plus au point n°5 visé à l'article 22.2).</p> <p>Une nouvelle campagne de mesures dont les résultats seront intégrés dans le dossier à venir (juillet 2015) sera réalisée par l'exploitant.</p>
	De 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	De 22h à 7h ainsi que dimanche et jours fériés	
1	60	56	
2	65	57	
3	60	50	
4	67	60	
5	54	47	

Arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2013

Article	Exigence à vérifier	Nature du constat	Commentaire
Eau			
5	<p><u>Bassins de confinement</u></p> <p>Le site est équipé de deux bassins de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales répartis en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bassin principal nommé « bassin Ouest » à l'entrée du site, d'un volume de 2300 m³ ; • un second bassin nommé « bassin Sud », placé au Sud du site, d'un volume d'environ 600 m³. <p>Ces eaux doivent s'écouler dans ces bassins par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.</p> <p>Ces bassins doivent être normalement étanches et leur étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ces bassins doivent être maintenus vides.</p> <p>Les bassins sont équipés de vannes de fermeture permettant de confiner les eaux potentiellement polluées sur site.</p>	Absence de remarque	
9	<p><u>Mesure de compensation de crue</u></p> <p>Un affouillement est créé sur site afin de compenser la réduction de la zone d'expansion des crues induite par l'extension des bâtiments. Le volume de cet affouillement est défini en accord avec la direction Départementale des Territoires.</p>	Absence de remarque	Un affouillement d'un volume de 8 409 m ³ a été créé.
Bruit			
12	<p><u>Mesures de bruit</u></p> <p>Une campagne de mesures acoustiques est réalisée au plus tard 6 mois après la mise en service de l'installation de stockage extérieur de produits finis.</p> <p>Le résultat de cette campagne de mesure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Absence de remarque	Une campagne de mesures a été réalisée le 7 janvier 2015.